



# BREF

## ILE-DE-FRANCE

### Bulletin mensuel d'informations sur le marché du travail

En juillet 2007, le nombre des demandeurs d'emploi à la recherche d'un emploi à temps plein et à durée indéterminée (catégorie 1 de l'ANPE) en Ile-de-France a continué à décroître à un rythme plus rapide qu'au niveau national (-0,8% contre -0,2%).

Depuis le début de l'année, le nombre de femmes inscrites à l'ANPE a un peu moins reculé que le nombre d'hommes (respectivement -6,4% et -7,1%).

Cette évolution récente moins favorable confirme un phénomène observé en Ile-de-France sur une longue période : les femmes profitent moins que les hommes des phases de croissance de l'emploi. A l'inverse, leur situation se dégrade un peu moins lors des périodes de hausse du chômage.

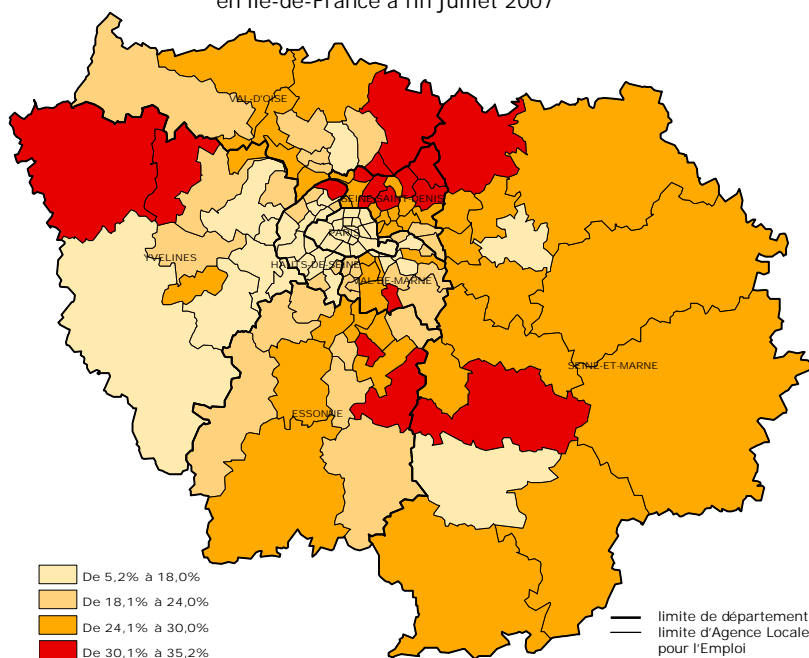
La demande d'emploi pour les métiers ouvriers continue à diminuer fortement. Malgré la baisse de l'emploi industriel, l'évolution de la demande d'emploi ouvrière a été systématiquement plus favorable que pour les autres catégories de demandeurs d'emploi au cours de ces dernières années.

Deux facteurs peuvent expliquer cette situation. D'une part, la majeure partie des ouvriers franciliens ne travaille pas dans l'industrie, mais dans la construction ou dans des activités tertiaires qui ont connu des évolutions positives de l'emploi, telles que les services opérationnels et les transports.

D'autre part, il est très probable que se sont poursuivis les départs non remplacés vers la province ou en retraite, de même que les reconversions vers d'autres métiers, pour les ouvriers des secteurs industriels ayant perdu le plus d'emplois.

La publication, par le GARP/UNEDIC des données annuelles sur l'emploi salarié dans le secteur privé en 2006 confirme les estimations trimestrielles publiées auparavant. Au total, l'Ile-de-France a bénéficié d'une création nette de près de 70 000 emplois au cours de l'année.

Part des ouvriers dans la demande d'emploi (catégorie 1) en Ile-de-France à fin juillet 2007



Source : DARES / ANPE

#### LES CHIFFRES DE JUILLET 2007 EN ILE-DE-FRANCE

Demandeurs d'emploi en fin de mois (cat.1) : 393 662

Evolution sur 1 mois (CVS) : - 0,8 %

Evolution sur 1 an : - 11,1 %

Part des femmes dans les demandeurs d'emploi : 48,0 %

Part des chômeurs de longue durée : 29,7 %

Part des moins de 25 ans : 10,9 %

Taux de chômage provisoire au 2<sup>ème</sup> trimestre 2007 :

Ile-de-France : 7,5 %

France : 8,0 %

#### SOMMAIRE

|  |        |
|--|--------|
| Les évolutions récentes du marché du travail | page 2 |
| L'emploi salarié en 2006                     | page 3 |
| L'emploi ouvrier                             | page 4 |
| La demande d'emploi ouvrière                 | page 5 |
| Les accidents du travail déclarés en 2006    | page 6 |

**y Poursuite de la baisse du nombre de demandeurs d'emploi en Ile-de-France en juillet**

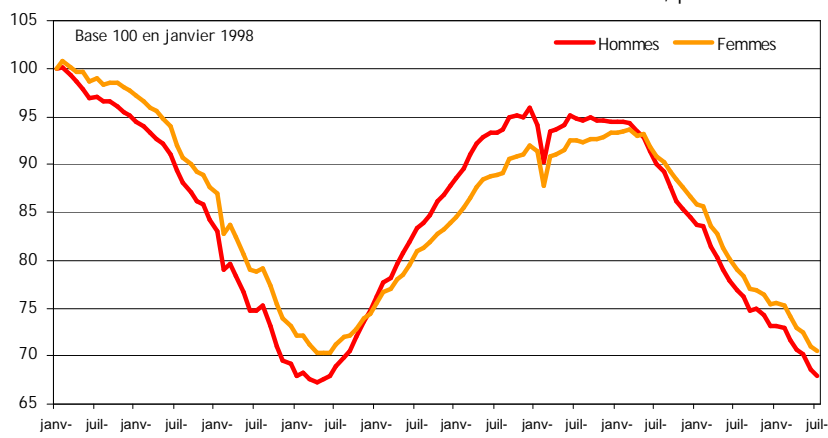
A la fin du mois de juillet 2007, 389 386 demandeurs d'emploi à la recherche d'un contrat à durée indéterminée et à temps complet sont inscrits à l'ANPE en Ile-de-France (catégorie 1). En données corrigées des variations saisonnières, cela représente une diminution de -0,8% en un mois. C'est sensiblement plus que la baisse affichée en France métropolitaine (-0,2%). Si l'on inclut les demandeurs d'emploi ayant travaillé au moins 78 heures dans le mois (catégorie 6 de l'ANPE), on observe également un repli de -0,8% du total des demandeurs d'emploi. Dans le même temps, celui-ci est stable en France métropolitaine (+0,0%).

Par département, le nombre d'inscrits en catégorie 1 progresse en juillet en Essonne (+0,3%) et reste stable à Paris (+0,0%). Dans les autres départements, l'évolution est orientée à la baisse, de -0,3% en Seine-et-Marne et dans les Yvelines à -2,3% dans le Val-de-Marne. Depuis le début de l'année, le recul du nombre de demandeurs d'emploi est partout supérieur à 6%. Dans les Hauts-de-Seine, il atteint -8,1%. La baisse la plus faible est enregistrée en Seine-Saint-Denis (-6,5%).

**y 48% des demandeurs d'emploi sont des femmes**

On dénombrait 188 837 demandeuses d'emploi inscrites à l'ANPE en catégorie 1 à fin juillet 2007 (-0,7% CVS en un mois), soit 48,0% de la demande d'emploi francilienne, contre 49,9% en France métropolitaine. Cette plus

Evolution du nombre d'inscrits à l'ANPE en Ile-de-France, par sexe



Source : DARES / ANPE

faible part des femmes dans la demande d'emploi est une constante en Ile-de-France. Leur nombre varie cependant moins fortement que le nombre d'hommes. Les femmes profitent moins des phases de croissance de l'emploi et subissent moins fortement les périodes de hausse du chômage. C'est le cas sur la période récente : depuis le début de l'année, le nombre de femmes inscrites à l'ANPE a moins reculé que celui des hommes (respectivement -6,4% et -7,1%). La baisse est un peu plus marquée pour les moins de 25 ans et les 50 ans et plus.

Le poids du chômage de longue durée est plus faible chez les femmes : il s'établit à 28,4% de la demande d'emploi, contre 30,7% pour les hommes. Cela peut s'expliquer par un plus grand nombre d'embauches en contrats à durée déterminée, qui conduit plus souvent les femmes à sortir des listes de l'ANPE pour de courtes périodes et à se réinscrire ensuite.

**y Un plus fort recul du nombre d'inscrits depuis au moins un an**

Comme les mois précédents, le nombre de chômeurs de longue durée inscrits à l'ANPE a sensiblement diminué dans la région : -1,2% CVS en un mois, soit -13,7% depuis décembre 2006. Cette évolution est à rapprocher du renforcement du suivi des demandeurs d'emploi mis en place en 2005 dans le cadre du plan de cohésion sociale.

Avertissement :

Du fait du report à l'automne 2007 du calage national annuel sur les résultats de l'enquête Emploi de l'INSEE, les séries régionales et départementales de chômage BIT publiées dans cette note restent provisoires. En 2006 et 2007, ces séries traduisent essentiellement les variations du nombre de demandeurs d'emploi en fin de mois de catégories 1, 2 et 3 hors activité réduite inscrits à l'ANPE.

| Demandeurs d'emploi à la fin du mois de juillet 2007                    | Paris  | Seine-et-Marne | Yvelines | Essonne | Hauts-de-Seine | Seine-Saint-Denis | Val-de-Marne | Val-d'Oise | Ile-de-France | France    |
|---|--------|----------------|----------|---------|----------------|-------------------|--------------|------------|---------------|-----------|
| Taux de chômage provisoire (données au 2 <sup>ème</sup> trimestre 2007) | 8,3%   | 6,2%           | 5,8%     | 5,6%    | 6,9%           | 10,7%             | 7,5%         | 8,0%       | 7,5%          | 8,0%      |
| DEFM catégorie 1 (données brutes)                                       | 86 897 | 34 814         | 37 350   | 30 704  | 49 504         | 68 977            | 42 354       | 43 062     | 393 662       | 1 871 272 |
| Evolution sur 1 mois (CVS)  | 0,0%   | -0,3%          | -0,3%    | 0,3%    | -1,2%          | -1,7%             | -2,3%        | -0,9%      | -0,8%         | -0,2%     |
| Evolution sur 1 an  | -12,2% | -11,5%         | -11,2%   | -11,9%  | -11,8%         | -10,6%            | -9,6%        | -9,6%      | -11,1%        | -9,7%     |
| Part des femmes   | 48,0%  | 49,8%          | 47,4%    | 48,1%   | 48,0%          | 47,6%             | 47,7%        | 47,7%      | 48,0%         | 49,9%     |
| Part des chômeurs de longue durée                                       | 33,6%  | 23,7%          | 27,8%    | 22,6%   | 30,2%          | 31,1%             | 29,1%        | 30,8%      | 29,7%         | 27,8%     |
| Part des moins de 25 ans  | 5,8%   | 16,5%          | 12,9%    | 13,2%   | 8,5%           | 11,9%             | 11,3%        | 13,6%      | 10,9%         | 16,5%     |
| Demandeurs d'emploi indemnisés (1)                                      | 96 047 | 37 548         | 40 578   | 32 453  | 50 992         | 62 141            | 42 630       | 40 729     | 403 118       | 2 044 200 |
| Taux de couverture (2)  | 58,5%  | 62,3%          | 63,4%    | 63,4%   | 61,2%          | 57,9%             | 59,6%        | 59,7%      | 60,1%         | 58,4%     |

Sources : INSEE, DARES / ANPE, GARP

(1) Il s'agit des bénéficiaires de l'assurance chômage et des allocations de solidarité (ASS et allocation d'insertion), hors allocations de préretraite et de formation.  
 (2) Le taux de couverture est le nombre de demandeurs d'emploi indemnisés rapporté à l'effectif potentiellement indemnisable, à savoir la somme des demandeurs d'emploi en fin de mois des catégories 1 à 3 et 6 à 8, ainsi que les personnes indemnisées dispensées de recherche d'emploi.

**y L'emploi a continué à augmenter en 2006**

Pour la deuxième année consécutive depuis 2001, le rythme de croissance des emplois franciliens en 2006 a été plus soutenu qu'en moyenne nationale (+1,75% contre +1,5%). Selon les données provisoires du GARP / UNEDIC, il y a eu en 2006 une création nette de près de 70 000 emplois salariés dans le secteur privé non agricole, ce qui porte le total régional à 4 006 640 salariés.

**y Les départements de l'est plus créateurs d'emplois**

La Seine-et-Marne (+3,6%), la Seine-Saint-Denis (+3,1%), l'Essonne (2,8%) et le Val-de-Marne (2,7%), ont été les départements les plus dynamiques en terme de création d'emploi.

Avec des évolutions toutes supérieures à la moyenne nationale, ces départements représentent plus de 56% du solde positif régional et ont créé plus de 39 000 emplois.

Le département des Hauts-de-Seine, connaît une augmentation à peine plus rapide que celle observée en moyenne régionale (+1,83% contre +1,75%). Pourtant, en raison de son poids important dans l'emploi francilien, il est, en volume, le département le plus créateur d'emplois avec 14 183 emplois supplémentaires en 2006.

A Paris, dans les Yvelines et dans le Val-d'Oise l'augmentation de l'emploi a été inférieure à la moyenne nationale.

**y Un grand dynamisme dans le BTP et un secteur tertiaire toujours porteur**

La tendance observée en 2005 s'est confirmée : le tertiaire et la construction sont les secteurs les plus créateurs d'emploi dans la région.

Dans le tertiaire, les services opérationnels et le conseil et assistance ont gagné près de 40 000 postes à eux deux dans l'année (respectivement +21 770 et +17 800) suivis par le commerce de détail, avec près de 9 700 nouveaux emplois.

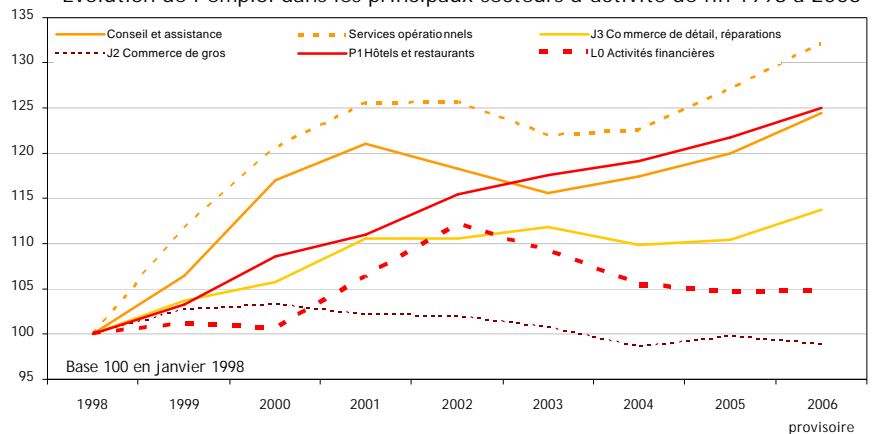
Evolution de l'emploi salarié du secteur privé non agricole en 2006

| Départements      | Secteurs d'activités                               | Solde Total |
|-------------------|--|-------------|
| Ile-de-France     | Conseil et assistance                              | 69038       |
|                   | Services opérationnels                             |             |
|                   | Industrie automobile                               |             |
|                   | Activités immobilières                             |             |
| Hauts-de-Seine    | Conseil et assistance                              | 14183       |
|                   | Services opérationnels                             |             |
|                   | Administration publique                            |             |
|                   | Postes et télécommunications                       |             |
| Seine-Saint-Denis | Services opérationnels                             | 11254       |
|                   | Conseil et assistance                              |             |
|                   | Commerce et réparation automobile                  |             |
| Paris             | Conseil et assistance                              | 11018       |
|                   | Hôtels et restaurants                              |             |
|                   | Commerce de gros                                   |             |
| Seine-et-Marne    | Activités récréatives, culturelles et sportives    | 10973       |
|                   | Services opérationnels                             |             |
|                   | Métallurgie et transformation des métaux           |             |
|                   | Industries des produits minéraux                   |             |
| Val-de-Marne      | Services opérationnels                             | 8735        |
|                   | Activités financières                              |             |
|                   | Industries de biens d'équipement électr./électron. |             |
|                   | Activités immobilières                             |             |
| Essonne           | Services opérationnels                             | 8144        |
|                   | Construction                                       |             |
|                   | Activités financières                              |             |
|                   | Edition, imprimerie, reproduction                  |             |
| Yvelines          | Construction                                       | 3821        |
|                   | Conseil et assistance                              |             |
|                   | Industries de biens d'équipement électr./électron. |             |
|                   | Industrie automobile                               |             |
| Val-d'Oise        | Industries de biens d'équipement électr./électron. | 910         |
|                   | Commerce de détail, réparations                    |             |
|                   | Construction navale, aéronautique et ferroviaire   |             |
|                   | Conseil et assistance                              |             |

■ Principaux gains d'emplois en volume  
 □ Principales pertes d'emplois en volume

Source : GARP / UNEDIC

Evolution de l'emploi dans les principaux secteurs d'activité de fin 1998 à 2006



Source : GARP / UNEDIC

La construction est, en volume, le quatrième secteur le plus créateur d'emploi avec plus de 9 000 emplois supplémentaires sur l'année.

L'industrie a continué à perdre des emplois - 9 954 sur l'année - du fait, notamment, d'une nette diminution des effectifs salariés dans l'industrie automobile.

Des pertes d'emploi sont également enregistrées dans quelques

activités du secteur tertiaire : activités immobilières, commerce de gros, commerce et réparation automobile, organismes du secteur privé assurant des missions d'administration publique.

Au total, parmi les cinq secteurs les plus représentés en Ile-de-France, seuls les services financiers ont perdu des emplois au cours de l'année.

**y Un salarié francilien sur cinq est un ouvrier**

A fin 2004, 845 000 ouvriers étaient employés dans les entreprises franciliennes du secteur concurrentiel hors fonction publique, soit 20,0% des salariés franciliens. C'est nettement plus faible qu'en France entière, où 33,2% des salariés appartiennent à une catégorie socioprofessionnelle « ouvrier ».

L'emploi ouvrier est très masculin : 80,6% sont des hommes, alors que c'est le cas de 56,7% des salariés toutes catégories socioprofessionnelles. En outre, les ouvriers sont légèrement plus âgés que les autres catégories socioprofessionnelles : 21,4% ont 50 ans et plus, contre 20,2% toutes catégories confondues.

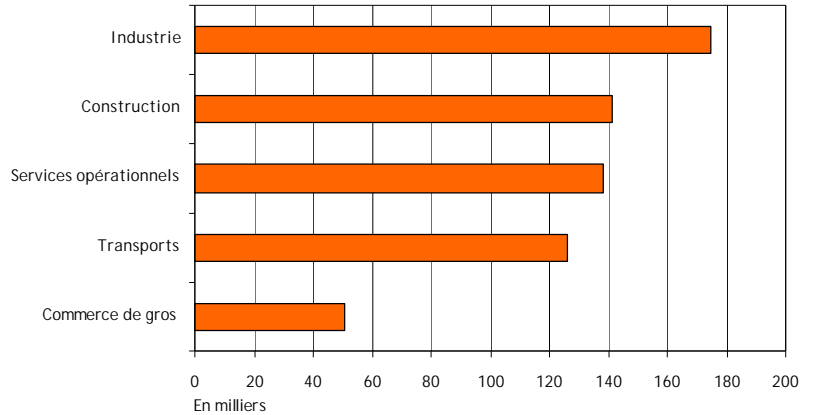
Parmi ces salariés, 34,7% sont non qualifiés alors que 65,3% sont qualifiés, soit sensiblement les mêmes proportions qu'en France entière. Par contre, on observe une répartition différente entre les emplois de type industriel et de type artisanal : 45,5% des ouvriers franciliens occupent un emploi de type artisanal, contre 35,6% en France. A contrario, les ouvriers de type industriel sont sous-représentés en Ile-de-France : 32,0% contre 42,6%. Les chauffeurs et ouvriers de la maintenance sont également représentés dans la région et en France.

**y Plus de 60% des ouvriers travaillent dans le tertiaire**

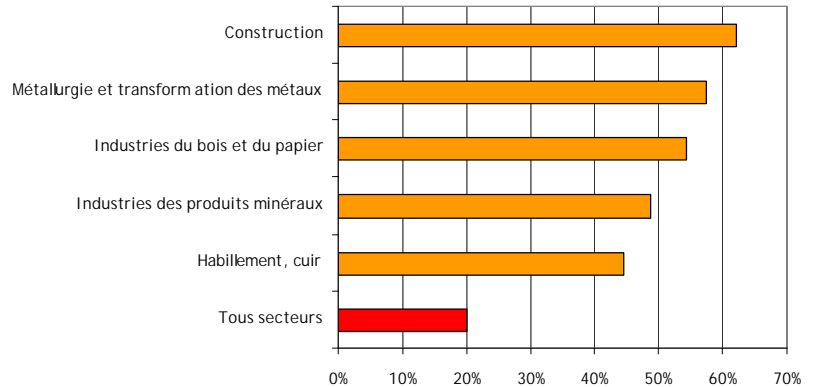
Le tertiaire est le premier employeur des ouvriers dans la région. 61,7% des ouvriers travaillent dans ce secteur. A l'intérieur de celui-ci, les services opérationnels occupent près de 138 000 ouvriers, les transports 126 000. L'industrie dans son ensemble emploie 174 500 ouvriers, soit 20,7% des effectifs ouvriers totaux.

Par secteur détaillé, seul l'industrie agroalimentaire emploie plus de 20 000 ouvriers. L'industrie automobile, malgré la présence de plusieurs sites de production dans la région, n'en emploie que 17 500 en 2004. Enfin, la construction est également un gros employeur d'ouvriers (141 300). Ce dernier secteur est celui qui comporte la plus forte proportion d'ouvriers (62,2%).

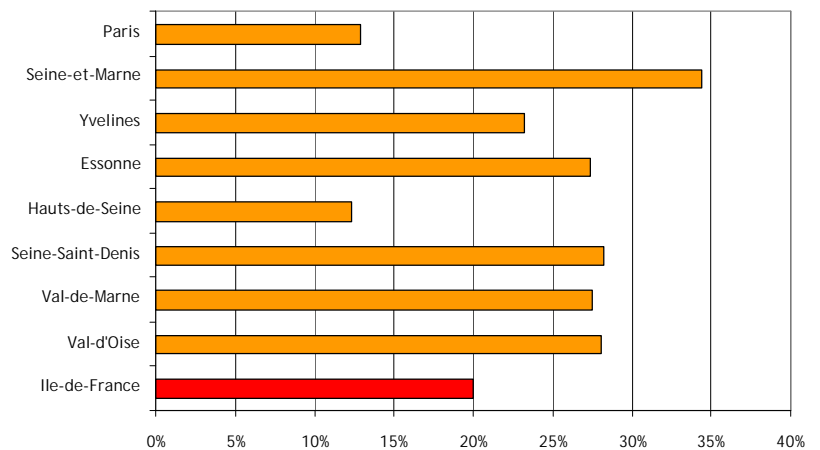
Principaux secteurs employant des ouvriers en Ile-de-France, à fin 2004



Secteurs présentant la plus forte proportion d'ouvriers dans l'emploi total, à fin 2004



Part des ouvriers dans l'emploi total par département à fin 2004



Sources : INSEE / DADS 2004 - Champ : emploi salarié hors fonction publique

**y Un poids variable des ouvriers dans l'emploi départemental**

La Seine-et-Marne, la Seine-Saint-Denis et le Val-d'Oise sont les départements franciliens où le poids des ouvriers dans l'emploi salarié est le plus élevé (respectivement 34,4%, 28,3% et 28,1%). A contrario, Paris et les Hauts-de-Seine ont une faible part d'ouvriers dans l'emploi (respectivement 12,8% et 12,4%). Cette faible représentation des ouvriers

s'accompagne d'une différence de nature : on trouve en grand nombre des ouvriers de type artisanal dans ces deux départements (dans plus de la moitié des cas), alors que dans le reste de la région l'emploi ouvrier industriel est généralement nettement plus présent. C'est en Seine-et-Marne que la part de celui-ci est la plus élevée (39,7%), suivi des Yvelines (39,3%) et de l'Essonne (38,2%).

**y Une nette baisse de la demande d'emploi ouvrière**

A la fin du mois de juillet 2007, 86 030 demandeurs d'emploi inscrits à l'ANPE en catégorie 1 (recherche d'un contrat à durée indéterminée et à temps plein) sont à la recherche d'un emploi d'ouvrier en Ile-de-France. Cela représente 21,9% de la demande d'emploi régionale.

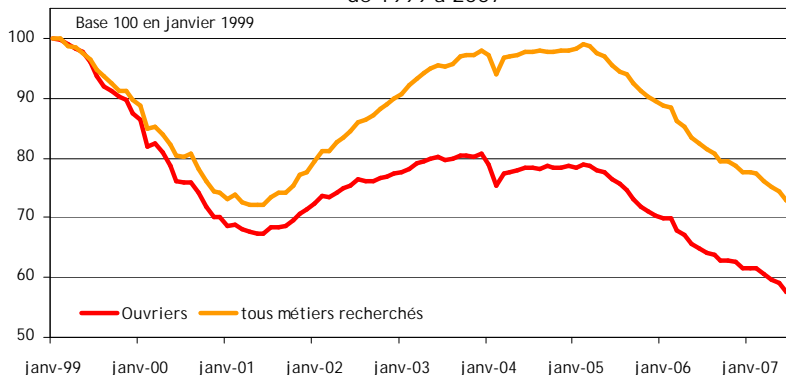
Ces dernières années, l'évolution du niveau de la demande d'emploi dans les métiers ouvriers a été systématiquement plus favorable que pour l'ensemble des métiers. Le recul du chômage a été plus prononcé entre 1999 et 2001, la hausse moins accentuée entre 2001 et 2003. Dès 2004, la demande d'emploi ouvrière a commencé à baisser dans la région et cette baisse a été plus marquée ensuite que pour l'ensemble des métiers. Depuis le début 2007, elle atteint -7,7%, contre -6,9% pour l'ensemble des demandeurs d'emploi. Le nombre de personnes à la recherche d'un métier ouvrier a ainsi baissé de 35,0% par rapport à décembre 1999.

Malgré la baisse de l'emploi industriel régional, le chômage ouvrier a donc fortement diminué ces dernières années. Cela pourrait s'expliquer pour une part par la bonne tenue de l'emploi dans le BTP, ainsi que dans les services opérationnels et les transports, gros employeurs d'ouvriers. On manque néanmoins d'éléments pour expliquer une telle évolution (départs importants et non remplacés vers la province ou à la retraite, réorientation vers d'autres métiers).

**y Des évolutions différenciées selon les métiers**

Si, depuis deux ans, le recul de la demande d'emploi est général pour les métiers d'ouvriers, des différences sensibles apparaissent sur une plus longue période selon le métier recherché. Ainsi, entre juillet 2001 et juillet 2007, les plus fortes baisses sont enregistrées pour les métiers de l'industrie (-42,2%) et notamment du textile (-60%), ce qui laisse à penser qu'il y a eu un nombre important de reconversions vers d'autres métiers. On observe également un recul de la demande d'emploi dans les métiers du bâtiment (-14,9%) et de la manutention (-7,9%).

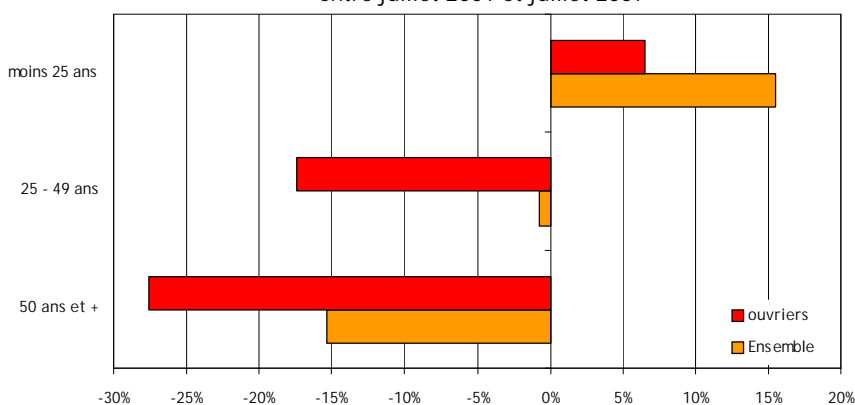
Evolution de la demande d'emploi ouvrière cat.1 en Ile-de-France, de 1999 à 2007



Les principales familles professionnelles ouvriers (DEFM cat1)

|   | juillet 2001   | juillet 2007  | évolution     |
|---|----------------|---------------|---------------|
| Conducteurs véhicules hors conducteurs routiers                           | 12662          | 13 065        | 3,2%          |
| Ouvriers qualifiés manutention  | 11461          | 11 578        | 1,0%          |
| Ouvriers non qualifiés manutention  | 10358          | 8 526         | -17,7%        |
| Ouvriers qualifiés textile et cuir  | 10855          | 4 329         | -60,1%        |
| Cuisiniers  | 4069           | 4 118         | 1,2%          |
| Ouvriers qualifiés de la peinture et de la finition du bâtiment           | 4994           | 3 591         | -28,1%        |
| Ouvriers non qualifiés gros œuvre bâtiment, travaux publics et extraction | 3694           | 2 793         | -24,4%        |
| Conducteurs routiers  | 1855           | 2 787         | 50,2%         |
| Ouvriers non qualifiés process  | 3801           | 2 751         | -27,6%        |
| Ouvriers non qualifiés bâtiment second œuvre                              | 2150           | 2 747         | 27,8%         |
| <b>Toutes familles professionnelles ouvriers</b>                          | <b>103 656</b> | <b>86 030</b> | <b>-17,0%</b> |

Evolution de la demande d'emploi de cat.1 par classe d'âge, entre juillet 2001 et juillet 2007



Sources : DARES / ANPE

En revanche, le nombre de personnes à la recherche d'un emploi reste supérieur à ce qu'il était pour les ouvriers artisanaux (+2,6%) et surtout pour les chauffeurs (+11,8%).

**y Un chômage ouvrier présent surtout en grande couronne**

La demande d'emploi portant sur les métiers ouvriers est inégalement répartie à l'échelle régionale. Elle est généralement supérieure à la moyenne régionale dans les départements à la

périphérie de l'Ile-de-France. Ainsi, la part des ouvriers est très élevée dans le Val-d'Oise et la Seine-et-Marne, (respectivement 27,2% et 27,1%). Mais c'est en Seine-Saint-Denis que l'on enregistre à la fois le nombre le plus élevé de demandeurs d'emploi ouvriers (19 878) et la part la plus forte d'ouvriers. Cette surreprésentation des ouvriers doit être mise en parallèle avec la localisation des activités industrielles, mais aussi avec la différenciation très nette des zones de résidence selon les catégories socioprofessionnelles en Ile-de-France.

## Les accidents du travail déclarés en 2006

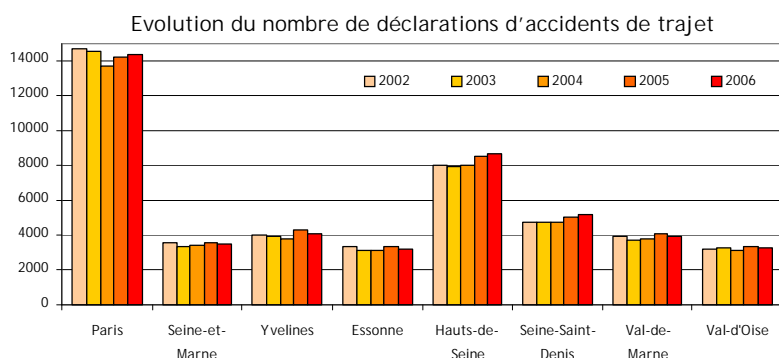
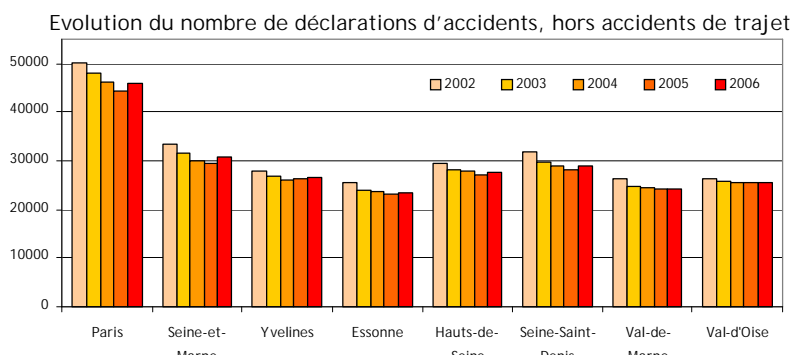
### y Hausse des accidents du travail

En 2006, 243 211 déclarations d'accidents du travail hors trajet<sup>(1)</sup> ont été reçues par les Caisses Primaires d'Assurance Maladie d'Ile-de-France. Le nombre de déclarations d'accidents du travail hors trajet a augmenté de 2,0% entre 2005 et 2006 dans la région. Cette hausse fait suite à 3 années consécutives de baisses (-9,4% entre 2002 et 2005). C'est en Seine-et-Marne qu'est enregistrée la plus forte hausse entre 2005 et 2006 (+5,1%), suivi de Paris, de la Seine-Saint-Denis, et des Hauts-de-Seine. Dans les autres départements d'Ile-de-France, les hausses sont plus modérées, hormis dans le Val-d'Oise où une légère baisse des déclarations d'accidents du travail est constatée (-0,6%). La hausse du nombre de déclarations d'accident du travail est plus importante parmi les femmes que parmi les hommes (respectivement + 3,2% et +1,4%).

Les ouvriers sont les principales victimes des accidents du travail. Plus d'un accident sur deux concerne un ouvrier et 35% des déclarations concernent des ouvriers non qualifiés. C'est parmi le personnel d'encadrement et les employés que sont enregistrées les plus fortes augmentations du nombre de déclarations d'accidents du travail entre 2005 et 2006 (respectivement +6% et +7%).

### y Les manutentions manuelles principales causes des accidents de travail

Les causes des accidents du travail ont peu varié entre 2003 et 2006. Trois causes principales sont à l'origine des déclarations d'accidents du travail en Ile-de-France : les manutentions



Sources : CRAMIF - Exploitation : DRTEFP

manuelles, les chutes de plain pied et les chutes de hauteur.

Les manutentions manuelles sont à l'origine de 45,7% des déclarations d'accidents du travail :

- 29,8% ont été provoqués par des objets en cours de manipulation ou par du matériel en cours de montage ou de démontage,
- 5,3% par des objets, des masses ou des particules en mouvement,
- 4,2% par des objets en cours de transport manuel,
- 6,4% par des outils à main.

Près de 2 déclarations sur 10 sont dues à des accidents de plain pied, soit à l'emplacement de travail, soit en déplacement sur le lieu de travail. 11,4% des déclarations d'accidents du travail sont dues à des chutes avec dénivellement ou chutes de hauteur. Les rixes, attentats et hold-up ont

fortement augmenté entre 2005 et 2006 (+11%).

### y Baisse des accidents de trajet

Une légère baisse (-0,5%) des accidents de trajet<sup>(2)</sup> est constatée entre 2005 et 2006 dans la région. Elle succède à une forte hausse en 2004 et 2005 (+6,1%). Deux départements bénéficient d'une baisse plus importante du nombre d'accidents de trajet ; il s'agit des Yvelines (-4,9%) et de l'Essonne (-4,8%). La Seine-et-Marne, le Val-de-Marne et le Val-d'Oise enregistrent une amélioration plus modérée. A Paris, dans les Hauts-de-Seine et en Seine-Saint-Denis, le nombre d'accidents de trajet est en légère hausse. Le nombre d'accidents de trajet a augmenté légèrement pour les hommes, mais il a un peu baissé pour les femmes.

(1) Accident survenu par le fait ou à l'occasion du travail, à toute personne salariée ou travaillant à quelque titre que ce soit pour un ou plusieurs employeurs.

(2) Accident survenu sur le trajet d'aller ou de retour d'un travailleur entre sa résidence habituelle et son lieu de travail, ou le trajet entre son lieu de travail et le lieu où il prend habituellement ses repas.

Direction régionale du travail, de l'emploi et de la formation professionnelle d'Ile-de-France  
66, rue de Mouzaïa - 75935 Paris Cedex 19 - Tél. 01 44 84 26 99

Directeur de la publication : Yves Calvez

Réalisation : Pôle études, prospective, évaluation et statistiques - [dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr](mailto:dr-idf.statistiques@travail.gouv.fr)

Diffusion : Service relation avec les usagers, communication et documentation

Tirage : 600 exemplaires - N° ISSN : 1767-9877

<http://www.europemploi-idf.org>